

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.519

24 septembre 1997

(97-3950)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Les prescriptions notifiées portent sur des déchets. Il existe sur la base du Décret interdisant le déversement de déchets une interdiction visant le déversement d'agents de sablage qui peuvent être lavés. Le règlement notifié indique à partir de quand des agents de sablage usagés (déchets) sont pollués au point de ne pas pouvoir être lavés aux fins de leur réutilisation comme agents de sablage.
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Projet de règlement sur les agents de sablage qui ne peuvent pas être lavés.
6.	Teneur: En application du Décret interdisant le déversement de déchets, il est interdit de déverser des agents de sablage qui peuvent être lavés (déchets). Or une partie des agents de sablage usagés sont tellement pollués qu'il est impossible de les laver efficacement. Le règlement notifié indique à partir de quand des agents de sablage ne sont plus lavables et peuvent par conséquent être déversés.

7.	Objectif et justification: Conformément à la directive 75/442/CEE du Conseil du 15 juillet 1975 relative aux déchets (JOCE n° 194/39), les Etats membres peuvent prendre les mesures appropriées pour promouvoir la prévention de la production de déchets, la récupération des déchets par leur réutilisation et l'utilisation des déchets comme source d'énergie. L'interdiction du déversement d'agents de sablage pouvant être lavés vise à encourager la réutilisation de ces déchets. Le déversement de déchets est considéré comme la méthode d'élimination des déchets la moins souhaitable pour plusieurs raisons: le déversement a des effets négatifs, par exemple la perte de matières premières disponibles en quantités limitées, l'émission de méthane (qui contribue à l'effet de serre), l'occupation permanente d'un espace limité et le fait que les décharges constituent une source potentielle de pollution des sols, ce qui nécessite d'interminables travaux de suivi. Ce principe de base est conforme au projet de directive relative au déversement de déchets (proposition du 5 mars 1997, XI/505-7/96). Dans la mesure où le règlement notifié implique des restrictions quantitatives à l'importation ou des mesures d'effet équivalent au sens de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, celles-ci sont justifiées à des fins de protection de l'environnement.
8.	Documents pertinents: Loi sur la gestion de l'environnement (article 8.44); Décret interdisant le déversement de déchets (article 7)
9.	Date projetée pour l'adoption: 5 novembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 6 novembre 1997
10.	Date limite pour la présentation des observations: 4 novembre 1997 Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: